



Liberté • Égalité • Fraternité

PREFET D'EURE-ET-LOIR

**PREFECTURE**

Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques

Bureau des Elections et de la Réglementation

Affaire suivie par Mme Valérie JUNIET

☎ 02 37 27 72 52

☎ 02 37 27 72 57

Mèl : valerie.juniet@eure-et-loir.gouv.fr

Dossier n° 2012/0021

Arrêté portant modification d'un système  
de vidéoprotection

PREF-DRAP - BEL-15-06/56

**Le Préfet d'Eure-et-Loir**

**Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le titre V du livre II du code de la sécurité intérieure, relatif aux dispositions générales en matière de vidéoprotection ;

**VU** le titre II chapitre III du livre II du code de la sécurité intérieure relatif à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure,

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2012125-0009 du 4 mai 2012 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé « **SARL ACSCG - PROMOCASH** », 10 avenue Gustave Eiffel 28630 GELLAINVILLE présentée par Monsieur **Didier PEGARD** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **4 juin 2015** ;

**SUR** la proposition de M. le Directeur de cabinet ;



## ARRETE

Article 1er – Monsieur Didier PEGARD est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2012/0021.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral n° 2012125-0009 du 4 mai 2012 susvisé.

Les modifications portent sur :

- l'ajout de 4 caméras intérieures et le retrait d'1 caméra extérieure (pour un total de 8 caméras intérieures et 7 caméras extérieures).

Article 2 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté n° 2012125-0009 demeure applicable.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du titre V du livre II du code de la sécurité intérieure, relatif aux dispositions générales en matière de vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du titre V du livre II du code de la sécurité intérieure susvisé. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

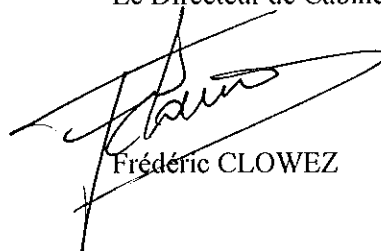
Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé et de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – M. le Directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 16 JUIN 2015

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Directeur de Cabinet,

  
Frédéric CLOWEZ